



COMITE SYNDICAL

DELIBERATION N°08-50

L'an deux mille huit,
Le 4 décembre, à Neufchâteau

15 DEC. 2008

Date de convocation	19 novembre 2008
Nombre de délégués :	
+ Titulaires	34 titulaires
+ Suppléants	34 suppléants
+ Présents	18

Étaient présents :

M. Jacques JEANTEUR, Mme Michèle ANDRIEUX, M. François BUSSIERE, M. André DEGUIS, M. Jean-Pierre FLORENTIN, M. Olivier GUCKERT, M. Eric HERBULOT, M. André JANNOT, M. Lionel LADOUCE, M. Jean LIPP, M. Claude PHILIPPE, M. Bruno PILARD, M. Michel PORCELLI, M. Daniel ROUVENACH, M. Jean-Claude JACQUEMARD, M. Jean-Bernard THOUVENOT, M. Alain VERNEAU, M. Jacky NICOLAS

Objet de la délibération :

Compte épargne temps

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du 4 décembre 2008 de la commission technique paritaire du centre de gestion de la fonction publique territoriale,

Après en avoir délibéré, le Conseil Syndical, à l'unanimité (moins une voix contre) :

- décide la mise en place du compte épargne temps pour les agents de l'EPAMA.

Il est ouvert à la demande expresse, écrite et individuelle de l'agent, qui est informé annuellement des droits épargnés et consommés. L'alimentation du compte épargne temps doit être effectuée sur demande écrite de l'agent avant la fin de chaque année civile.

- fixe les modalités suivantes de mise en œuvre :

1) Conditions d'ouverture :

L'ouverture d'un CET n'est possible que si l'agent remplit les conditions cumulatives suivantes :

- être agent titulaire ou non titulaire de la fonction publique territoriale à temps complet ou à temps non complet ou fonctionnaire de la fonction publique de l'Etat ou hospitalière en position de détachement,
- être employé de manière continue et avoir accompli au moins une année de service.

S'agissant des agents non titulaires, la condition de continuité de l'engagement définie à propos de certains congés et du temps partiel implique la prise en compte des seuls services accomplis pour le compte de la collectivité qui les emploie.

Le CET est alimenté par :

- le report de jours de récupération au titre de l'ARTT.
- le report de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à vingt.
- les jours de fractionnement accordés au titre des jours de congés annuels non pris dans la période du 1er mai au 31 octobre.

2) Fonctionnement du CET :

Le volume de ses différents reports est limité à 22 jours par an (les agents devant obligatoirement prendre au moins 20 jours par an). Un agent ne peut pas utiliser son CET avant d'avoir cumulé au moins 20 jours. Les jours épargnés doivent être utilisés dans les 5 ans à compter de la date à laquelle les 20 jours ont été atteints. Le CET ne peut être utilisé que pour une durée minimale de 5 jours.

L'autorisation d'absence peut être cumulée avec des jours de congés annuels et/ou des jours de repos RTT dans la limite maximale de 31 jours calendaires consécutifs
Le délai de préavis pour l'utilisation des congés épargnés est fixé à 4 mois.

L'EPAMA propose la compensation financière les jours de congés non utilisés accumulés sur le CET dans l'intérêt du service. La demande d'indemnisation se conforme à la réglementation en vigueur.
A titre d'information, pour 2008, elle est équivalente à 4 jours maximum de congés et non encore déposés sur le CET. Le montant brut de l'indemnité pour chaque jour est de 125 € pour un agent de catégorie A, 80 € pour un agent de catégorie B et 65 € pour un agent de catégorie C.

3) Fermeture du CET :

L'agent conserve les droits qu'il a acquis au titre de son CET en cas de mutation ou de détachement dans une autre collectivité. Le CET est alors repris et géré par la collectivité d'accueil qui peut passer une convention avec l'employeur d'origine pour déterminer les modalités financières de transfert de compte.

Si cette disposition ne peut pas être mise en œuvre, le CET est soldé lors de son départ de la collectivité soit en soldant les congés si les conditions sont remplies soit par compensation financière de la collectivité dans la limite des jours éligibles, le reste étant perdu.

Le Président,



Jacques JEANTEUR